

Burundi : Le pouvoir organiseâ€¦ lâ€™TM opposition

La Libre Afrique, 11 juin 2023 Le CNL, principal parti dâ€™TM opposition, est mis sous pression par le ministre de lâ€™TM IntÃ©rieur. Au Burundi, le pouvoir a appris Ã Ã¢tre prudent et lorgne dÃ©jÃ pleinement vers les Ã©lections gÃ©nÃ©rales de 2025 et la prÃ©sidentielle de 2027. Il sait que lâ€™TM opinion publique est loin de lui Ã¢tre acquise, que son principal adversaire, le CongrÃ©s national pour la LibertÃ© (CNL) dâ€™TM Agathon Rwaso reste une sÃ©rieuse menace. Certains observateurs du scrutin de 2020 nâ€™TM avaient pas hÃ©sitÃ© Ã prÃ©senter le CNL comme le vrai vainqueur de ces Ã©lections contrairement Ã ce quâ€™TM a annoncÃ© la Commission Ã©lectorale largement entre les mains du parti au pouvoir le CNDD-FDD.

Le bilan Ã©conomique du prÃ©sident Ndayishimiye (alias Neva) ne parle pas non plus en sa faveur. DÃ©valuation, inflation, pÃ©nurie, augmentation du coÃ»t de la vie rendent le quotidien du Burundais trÃ©s compliquÃ©. Ce nâ€™TM est pas le remplacement des billets de 5 000 et 10 000 francs burundais, dÃ©cidÃ© dans une certaine confusion en fin de semaine derniÃ©re et dont les modalitÃ©s ont Ã©voluÃ© ce week-end (voir ci-dessous), qui va renforcer la confiance des citoyens dans lâ€™TM Ã©quipe au pouvoir. Dâ€™TM autant que politiquement, le CNDD-FDD ne prÃ©sente pas non plus une faÃ§ade vierge de toute aspÃ©ritÃ© avec des tensions Ã nâ€™TM en plus finir qui ont notamment dÃ©clenchÃ© sur lâ€™TM arrestation de lâ€™TM ancien Premier Alain-Guillaume Bunyoni. Sans oublier que le jeu de la Banque centrale sur les grosses coupures va toucher des membres du parti qui sont aux commandes de certains business. Ils vont peu apprÃ©cier cette mesure qui va les contraindre Ã se dÃ©voiler, explique un observateur de la vie politique de Bujumbura. Le bon vieux diviser pour rÃ©gner Câ€™TM est dans ce contexte quâ€™TM intervient le ministre de lâ€™TM IntÃ©rieur Martin Niteretse qui sâ€™TM est engouffrÃ© dans les querelles entre membres du parti politique du CNL. Des tensions entre les membres du Bureau politique qui ont poussÃ© le prÃ©sident du parti Ã mettre sur pied des congrÃ©s le 12 mars et le 30 avril 2023 pour tenter de trouver un compromis en adaptant les statuts du parti qui remontaient Ã sa crÃ©ation en 2019. Un pragmatisme qui nâ€™TM a pas convaincu les voix les plus critiques au sein du CNL qui, face Ã ces tensions se sont adressÃ©s au ministre de lâ€™TM IntÃ©rieur qui ne sâ€™TM est pas fait prier pour dÃ©noncer les nouveaux statuts ; expliquant que les statuts et organes du parti mis en place le 16 janvier 2019 sont maintenus jusquâ€™TM Ã la tenue dâ€™TM une convention nationale Ã©galiÃ©re. Pour Carina Tertsakian, chercheuse au sein de lâ€™TM Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB), il ne fait aucun doute quâ€™TM il sâ€™TM agit dâ€™TM une Ã©ingÃ©rence flagrante de lâ€™TM ministre dans les affaires du parti et sur un dossier qui ne menace en rien lâ€™TM ordre public. Il est Ã©vident que le pouvoir utilise cette crise provoquÃ©e par quelques personnes au sein du CNL pour dÃ©stabiliser le parti, explique notre observateur. La technique qui consiste Ã semer la zizanie, voire Ã doubler les partis politiques est une vieille habitude au Burundi. Un pied de nez au prÃ©sident du parti et principal opposant au pouvoir qui, de son cÃ´tÃ©, a publiquement regrettÃ© le rejet des conclusions des Ã©lections du congrÃ©s par le ministre de lâ€™TM IntÃ©rieur qui avait lui-mÃªme marquÃ© son accord pour leur tenue. Le ministre de lâ€™TM IntÃ©rieur a cure et, dans un courrier du 2 juin dernier, confirme la suspension de toutes les activitÃ©s du CNL organisÃ©es par les organes irrÃ©guliÃ©rement mis en place lors des deux congrÃ©s et il interdit au parti de tenir des rÃ©unions pour mettre un terme aux tensions internes sans avoir reÃ§u lâ€™TM autorisation de son ministÃ©re. En deux ans des prochains scrutins, un fumeux de rÃ©pression politique commence dÃ©jÃ Ã flotter au-dessus du Burundi qui nâ€™TM a rien modifiÃ© Ã ses mauvaises habitudes contrairement Ã ce que semblaient dire les EuropÃ©ens qui ont levÃ© les sanctions contre le pays et certains de ses dirigeants en octobre dernier. La Banque centrale sâ€™TM adapte un peu. Lâ€™TM Ã©change en dix jours (du 7 au 17 juin) des billets de 5 000 et 10 000 francs burundais annoncÃ© en fin de semaine derniÃ©re et prÃ©sentÃ© par le prÃ©sident Ndayishimiye, notamment lors dâ€™TM une Ã©mission de moralisation Ã lâ€™TM attention des cadres de lâ€™TM Ã©tat comme un moyen de lutter contre la corruption et les mauvais patriotes, suscite comme il fallait sâ€™TM y attendre de fortes tensions et ce climat Ã©tait renforcÃ© vendredi par la rumeur qui voulait que les nouveaux billets nâ€™TM ont pas Ã©tÃ© imprimÃ©s et distribuÃ©s en suffisance. Suite Ã la rÃ©union des Directeurs des OpÃ©rations de Banques et Institutions financiÃ©res de nouveaux Plafonds un peu revus Ã la hausse ont Ã©tÃ© dÃ©dictÃ©s qui concernent surtout les personnes morales. Hubert Leclercq